

REGLEMENT D'APPEL D'OFFRES

Réf SOLEIL : 2025-004-VB

Procédure de passation : Formalisée – Appel d'offre Ouvert

Objet :

**Mission d'AMO / MOE / DIAG dans les domaines techniques
CVC, Plomberie, Electricité CF0/CFa**

PUBLIC

Date et heure de limite de dépôt des offres électroniques :
Le Lundi 17 mars 2025 à 12h00

Sur la plateforme de dématérialisation des achats de L'Etat « PLACE »

www.marches-publics.gouv.fr

La version électronique fait foi.

TABLE DES MATIERES

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. PROCEDURE.....	3
1.3. DUREE	3
1.4. FORME ET MONTANTS DU MARCHE.....	3
1.5. ALLOTISSEMENT	4
1.6. VARIANTES	4
2. DOCUMENTS APPLICABLES	4
3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES).....	5
3.1. ENVELOPPE 1 : DOSSIER DE CANDIDATURE	5
3.2. ENVELOPPE 2 : DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE.....	6
3.2.1. SOUS-DOSSIER 1 : TECHNIQUE	6
3.2.2. SOUS-DOSSIER 2 : FINANCIERE.....	6
4. ECHANGES DEMATERIALISES.....	6
4.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS.....	6
4.2. RETRAIT ET TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE	6
5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION	7
5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	7
5.2. QUESTIONS/REPONSES	8
6. CONDITIONS PARTICULIERES	8
6.1. CONDITIONS DE PRIX	8
6.2. VALIDITE DE L'OFFRE.....	8
7. GROUPEMENT	8
8. EXAMEN DES CANDIDATURES /DES OFFRES	9
8.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE	9
8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	9
9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
10. SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE.....	10
11. CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....	10

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement d'appel d'offres a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure relative à la mise en place d'un accord-cadre multi-attributaires pour l'externalisation de la mission de AMO/MOE/DIAG dans les domaines suivants :

- **CVC (Climatisation, Ventilation et Chauffage), régulation et GTC,**
- **Plomberie, sanitaire,**
- **Electricité courant fort et courant faible,**
- **Assainissement, VRD (voirie et réseaux divers).**

Pour le compte du groupe Bâtiments/Infrastructures de la société civile Synchrotron SOLEIL située à l'Orme des Merisiers, 91190 Saint-Aubin.

Les missions principales confiées seront les suivantes :

- **Missions AMO (Assistant à Maitre d'Ouvrage)**
- **Missions MOE (Maitre d'œuvre)**
- **Missions Diagnostics**

1.2. PROCEDURE

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est actuellement soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatifs au Code de la Commande Publique.

La procédure de passation retenue par SOLEIL est une Procédure est une Procédure formalisée en une phase (candidature + offre).

1.3. DUREE

L'accord-cadre prendra effet à compter de sa notification par SOLEIL pour une durée de 2 ans renouvelable 2 fois un an, et se terminera par l'admission des dernières prestations attendues passées avant la date de fin effective de l'accord-cadre.

Les prestations s'exécuteront au fur et à mesure des besoins apparaissant en cours d'exécution de l'accord-cadre par l'émission de bons de commande après remise en concurrence des Titulaires.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cependant, le terme de l'accord-cadre pourra survenir lorsque le montant maximum annoncé a été atteint.

1.4. FORME ET MONTANTS DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum conformément à l'article R.2162-4-2 du Code de la Commande Publique.

Le montant total maximum de l'accord-cadre est de **700 000 €HT** sur la durée totale de l'accord-cadre (2+1+1).

Il sera attribué à un nombre maximum de trois (3) attributaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres qui n'ont pas été rejetées en application des articles L.2152-1 à L.2152-4 et R.2152-1 du Code de la Commande Publique.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par SOLEIL au cas où le montant cumulé des bons de commande et/ou des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

1.5. ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Suivant les articles R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas allouer le marché est motivé par le fait que les prestations décrites constituent un ensemble indissociable et rendrait l'exécution des prestations techniquement difficile mais aussi financièrement plus coûteuse.

1.6. VARIANTES

Pour la réalisation de cette prestation, SOLEIL n'autorise aucune variante.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Les marchés de SOLEIL sont soumis :

- au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) – version en vigueur,
- au Règlement Intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition mai 2014) ;
- au Protocole de sécurité de SOLEIL référencé DIR-SEC-CR-P-7178

Les documents sont accessibles sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le DCE, accessible uniquement par voie électronique, est constitué des éléments suivants :

- le présent Règlement d'appel d'offres (RAO) ;
- le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) intitulé « Mission de AMO/MOE/DIAG dans les domaines techniques CVC, Plomberie, Electricité CF0/CFa » référencé AI-BAT-P-CCTP-2046 daté de janvier 2025 ;
- Le formulaire d'absence de conflit d'intérêt ;
- Le cadre de réponses Technique (onglet 1) et Le bordereau de Prix Unitaires (BPU) (onglet 2)
- Le dossier comprenant une situation fictive SOLEIL qui permettra de juger la pertinence des réponses du soumissionnaire

Le fait de soumissionner à la présente consultation vaut acceptation de l'ensemble des documents constitutifs du dossier.

Les soumissionnaires ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le dossier de consultation.

Les soumissionnaires devront nécessairement prendre en compte les éventuelles modifications ou réponses apportées afin de formuler leur proposition.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES)

3.1. ENVELOPPE 1 : DOSSIER DE CANDIDATURE

Le soumissionnaire remet au titre de son offre un dossier intitulé « Candidature » qui, à défaut d'utilisation du DUME (Document Unique de Marché Européen), devra comporter les éléments suivants :

- La déclaration d'intention de soumissionner : **Formulaire DC1** dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent) complété ; ou une attestation sur l'honneur.
- La déclaration du soumissionnaire : **Formulaire DC2** dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent) complété ;
- un extrait **Kbis** ;
- la **copie du ou des jugements prononcés en cas de procédure collective** ;
- lorsque le candidat appartient à un groupe, **une attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-1, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- une attestation sur l'honneur de **ne pas être interdit** à participer à la passation d'un marché public ;
- Le formulaire **d'absence de conflit d'intérêt** à retourner complété et signé.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

Les formulaires demandés ci-dessus sont disponibles sur le site du Ministère français de l'économie et des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

3.2. ENVELOPPE 2 : DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

3.2.1. SOUS-DOSSIER 1 : TECHNIQUE

Pour être recevable ; l'offre technique doit comprendre les documents suivants :

- une **attestation d'assurance** de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité ;
- Une **liste des références (minimum 3)** de moins de 5 ans reflétant l'expérience du soumissionnaire dans les domaines de cette consultation
- Le **cadre de réponse technique** (onglet 1) accompagné des annexes (10 pages recto/verso maximum) nécessaires à la compréhension de l'offre,

3.2.2. SOUS-DOSSIER 2 : FINANCIERE

Pour être recevable ; l'offre financière doit comprendre les documents suivants :

- le **projet de CCAP** à titre de document contractuel, dûment complété ;
- Le **BPU** (Bordereau de prix unitaire) (onglet 2) dûment renseigné (formats Excel + PDF avec signature)
- La **réponse chiffrée à la simulation de projet fictif SOLEIL**.

4. ECHANGES DEMATERIALISES

4.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

Votre dossier devra être déposé sur la plateforme au plus tard le : « **17/03/2025** », à 12 heures, (délai de rigueur).

Aucune dérogation à cette date ne sera admise. Passé ce délai (horodatage de la plateforme faisant foi) l'offre ne sera pas prise en considération pour la suite de la procédure.

4.2. RETRAIT ET TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Retrait :

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme. Toutefois, avant de pouvoir télécharger le dossier de consultation des entreprises, les candidats doivent impérativement s'inscrire. A défaut, ils ne seront pas enregistrés et SOLEIL n'aura pas connaissance de leur téléchargement. De ce fait, il ne lui sera pas possible d'informer les candidats des modifications éventuelles du DCE.

Les personnes téléchargeant le dossier de consultation des entreprises seront donc particulièrement attentives à bien renseigner le champ "**e-mail**" dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par SOLEIL pour informer des éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises et pour suivre les échanges avec les candidats postérieurement à la remise des offres. La validité de cette adresse électronique déclarée relève de la responsabilité du candidat. SOLEIL ne saurait être engagé par des documents

non téléchargés directement par les candidats sur la plateforme de dématérialisation indiquée ci-dessus.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Transmission :

La transmission des offres se fera **exclusivement** par voie électronique sur notre plateforme.

Le mode de transmission des éléments de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature électronique n'est exigée.

Chaque société qui candidate et qui souhaite déposer une offre doit posséder un compte utilisateur **propre au numéro de SIRET de la société**.

Comme indiqué dans l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par SOLEIL dans le délai fixé pour la remise des offres. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Une société qui candidate ne peut déposer une offre pour le compte d'une autre société.

Dans le cadre du dépôt du **dossier intégral** sur la plateforme, il est rappelé que tous les éléments composant l'offre doivent être **déposés en une seule fois.**

5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION

5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

SOLEIL peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard jusqu'à six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Tous les candidats/soumissionnaires enregistrés sur la plateforme en seront informés et devront répondre sur la base du dossier modifié.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les spécifications techniques de SOLEIL prévaudront sur toutes les autres spécifications techniques figurant dans les offres des soumissionnaires. Ces dernières ne pourront donc pas être opposées à SOLEIL.

Dans le cas où un candidat/soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où SOLEIL procède à d'éventuelles modifications portant sur les éléments substantiels du marché, ces derniers entraîneront un allongement du délai de consultation.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de dépôt des offres.

5.2. QUESTIONS/REPONSES

SOLEIL impose aux soumissionnaires de formuler leurs questions par écrit.

Pendant la phase de consultation, les soumissionnaires peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires. Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation PLACE.

Les réponses aux questions sont envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents, dans les meilleurs délais, et au plus tard **six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document, pour autant que les soumissionnaires aient transmis leur demande au plus tard dix (10) jours ouvrés avant cette même date.**

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

6. CONDITIONS PARTICULIERES

6.1. CONDITIONS DE PRIX

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents de l'article 2 du présent règlement et sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ils seront décomposés selon le cadre de décomposition de prix joint dans le DCE.

Les prix seront établis pour couvrir toutes les dépenses supportées par le soumissionnaire dans l'exécution du contrat.

6.2. VALIDITE DE L'OFFRE

Les offres demeurent valables pendant une durée de six (6) mois à compter de la date limite de dépôt de la dernière offre.

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente. S'il est déclaré attributaire, il devra signer le CCAP qui lui sera présenté par SOLEIL lors de l'attribution du marché.

7. GROUPEMENT

Les entreprises peuvent présenter leur offre seules ou en groupement solidaire ou conjoint. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de SOLEIL.

Il est rappelé que, sauf exception mentionnée à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

8. EXAMEN DES CANDIDATURES /DES OFFRES

8.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, SOLEIL peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Lors de l'examen des offres, SOLEIL éliminera les offres qualifiées d'inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

L'évaluation et le classement des offres recevables seront faits sur la base des critères de sélection suivants :

– **le prix des prestations : 60%**

Ce critère sera apprécié sur 100 points d'après les sous critères suivants :

- sur la base du BPU : 50 points
 - la note maximale (100) sera attribuée à l'offre proposant le prix le plus bas ;
 - le calcul de la note attribuée aux autres entreprises avec la formule suivante :

$$\text{Note de X} = (\text{cout de l'offre minimum} / \text{cout de l'offre de X}) \times 50$$
- sur la base de la réponse à la simulation propre à SOLEIL effectué à partir du BPU, permettant d'estimer le prix de l'offre : 50 points

L'addition de ces deux notes sera ensuite pondérée à 60%

– **la valeur technique jugée sur la base du cadre de réponse technique fourni : 40 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse technique et apprécié sur 100 points, d'après les sous-critères suivants (cette note sera ensuite pondérée à 40%) :

Sous-critères	Points attribués
Organisation et méthodologie d'exécution proposée : Appréciation de la démarche méthodologique détaillée de travail incluant notamment l'organisation proposée, la coordination des différentes missions et différents intervenants, (appliquée à des opérations type avec décomposition de l'opération en phases et tâches successives, liste des interlocuteurs, étapes clés, points de blocage éventuels ...)	Très satisfaisant : 30 Satisfaisant : 20 Moyennement satisfaisant : 10 Peu satisfaisant : 5 Non fourni : 0
Compétence et moyens en personnel disponible : La composition de l'équipe d'intervention avec les CV anonymisés détaillés (formations et expériences des intervenants affectés à la	Très satisfaisant : 30 Satisfaisant : 20 Moyennement satisfaisant : 10 Peu satisfaisant : 5

réalisation des prestations en fonction des missions et description succincte des opérations sur lesquelles ils ont travaillé) ; Répartition des tâches au sein de l'équipe proposée	Non fourni : 0
Délai d'exécution des prestations : Organisation des interventions, entretiens et réunions du candidat (délai, durée..)	Très satisfaisant : 30 Satisfaisant : 20 Moyennement satisfaisant : 10 Peu satisfaisant : 5 Non fourni : 0
Description des livrables proposés : Fournir des exemples de rapport, liste ou autre par missions	Très satisfaisant : 10 Satisfaisant : 7 Moyennement satisfaisant : 5 Peu satisfaisant : 2 Non fourni : 0

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

SOLEIL pourra demander des précisions aux soumissionnaires afin de clarifier la candidature du soumissionnaire.

La réponse du soumissionnaire a pour but de clarifier sa candidature mais en aucun cas de la modifier.

10. SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE

La signature de l'accord-cadre n'est requise que de(s) l'attributaire(s). La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager la société. Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire ;
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature des offres des groupements d'entreprises revient au mandataire qui, bénéficiant des habilitations nécessaires, signe seul l'offre au nom du groupement. Il assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Tous les documents à signer, doivent comporter le nom, la qualité de la personne habilitée à engager la société et le cachet commercial.

11. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

La remise des propositions par les candidats implique leur acceptation des clauses du règlement de consultation.

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partie de la présente consultation. Le candidat dont l'offre n'est pas retenue ne peut prétendre au remboursement des frais d'établissement de son offre, ni à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.